

Le système multilatéral occupe une place essentielle, voire critique, dans la politique étrangère du Canada. Il complète nos relations bilatérales et donne à une puissance intermédiaire comme le Canada l'occasion d'élargir son champ d'action et son influence. Nous appuyons sans réserve le multilatéralisme et nous avons intérêt à ce qu'il fonctionne de façon efficiente et efficace. Nous sommes constamment à l'affût de moyens de le renouveler et de faire en sorte que le progrès à l'ONU reflète l'évolution des exigences de ses membres.

Monsieur le Président, l'engagement du Canada vis-à-vis des idéaux et du mandat de l'UNESCO reste inchangé. Nous avons besoin d'une UNESCO. Le monde a besoin d'une UNESCO. Cette institution est un élément clé du système onusien. Aujourd'hui, cependant, l'UNESCO est en quelque sorte représentative de la situation générale aux Nations Unies. Elle est donc un "banc d'essai" pour ce système, et pour sa réforme. La croissance rapide du nombre de ses membres - avec 160 États membres, c'est maintenant l'une des plus grosses institutions spécialisées - a mis fin à la majorité automatique des pays du bloc occidental.

L'accent que l'UNESCO a mis sur la discipline et les restrictions financières a été un facteur indispensable dans le processus de réforme. Son rôle en tant que branche intellectuelle du système onusien demeure à la fois unique et précieux. Mais, à l'instar de certains autres parties de la famille des Nations Unies, ses programmes ont pris progressivement une dimension nouvelle pour répondre aux besoins et aux aspirations des pays en développement. Dans le cas de l'UNESCO, cela a voulu dire de renforcer l'assistance technique et l'aide au développement. Et cette évolution, même si elle procède directement des préoccupations intellectuelles de l'institution, et même si j'y suis très sensible à titre de Ministre responsable des programmes de coopération du Canada, a malheureusement mené à l'éparpillement et à la fragmentation. L'UNESCO a peut-être répondu trop facilement et sans trop de discernement aux demandes qui lui étaient faites par ses membres.

Aux yeux du public, dont l'opinion a une importance vitale, l'UNESCO n'a pas fait aussi bien que d'autres institutions du système des Nations Unies. Dans bon nombre de régions du monde, les médias l'ont traitée sévèrement et, parfois, injustement. Les allégations ont peut-être été exagérées -- quoique les rapports dans la presse, du moins